



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 07 du 15 mars 2011

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 15 mars 2011

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	325
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....	325
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES.....	325
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2011-120 en date du 24 février 2011 établissant les programmes de surveillance de l'état des eaux des districts Rhin et Meuse, en application de l'article R. 212-22 du code de l'environnement.....	325
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2011-123 en date du 10 mars 2011 relatif à la délimitation du périmètre d'intervention de l'Etablissement Public Territorial de Bassin « Entente Meurthe-Madon ».....	325
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	326
MISSION ECONOMIQUE.....	326
Extrait de décision de la commission nationale d'aménagement commercial du 1er février 2011.....	326
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	326
Bureau des réglementations.....	326
Dossier n° 2008/3465 - Arrêté du 9 mars 2011 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY.....	326
Dossier n° 2008/3497 - Extrait de l'arrêté du 9 mars 2011 portant modification d'un système de vidéosurveillance à LAY-SAINT-CHRISTOPHE.....	326
Dossier n° 2008/4347 - Extrait de l'arrêté du 9 mars 2011 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY.....	327
Dossier n° 2008/4378 - Extrait de l'arrêté du 9 mars 2011 portant modification d'un système de vidéosurveillance à TOUL.....	327
Dossier n° 2010/0381 - Extrait de l'arrêté du 10 mars 2011 portant modification d'un système de vidéosurveillance à MONT-SAINT-MARTIN.....	327
Dossier n° 2010/0607 - Extrait de l'arrêté du 9 mars 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY.....	327
Dossier n° 2010/0615 - Extrait de l'arrêté du 9 mars 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY.....	328
Dossier n° 2011/0009 - Extrait de l'arrêté du 9 mars 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LAXOU.....	329
Dossier n° 2011/0010 - Extrait de l'arrêté du 9 mars 2011 portant autorisation partielle d'un système de vidéosurveillance à LEYR.....	330
Dossier n° 2011/0012 - Extrait de l'arrêté du 9 mars 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à CHALIGNY.....	330
Dossier n° 2011/0013 - Extrait de l'arrêté du 9 mars 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE-LES-NANCY.....	331
Dossier n° 2011/0015 - Extrait de l'arrêté du 9 mars 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VILLERS-LES-NANCY.....	332
Dossier n° 2011/0020 - Extrait de l'arrêté du 9 mars 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à MONT-SAINT-MARTIN.....	333
Dossier n° 2011/0021 - Extrait de l'arrêté du 10 mars 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY.....	333
Dossier n° 2011/0029 - Extrait de l'arrêté du 9 mars 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VILLERS-LES-NANCY.....	334
Dossier n° 2011/0033 - Extrait de l'arrêté du 9 mars 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à TOUL.....	335
Dossier n° 2011/0040 - Extrait de l'arrêté du 9 mars 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY.....	335
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	336
Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales.....	336
Extrait de l'arrêté du 11 mars 2011 portant nomination de régisseurs titulaire et suppléants pour l'encaissement des amendes de police municipale de LUDRES.....	336
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	337
Arrêté du 24 février 2011 autorisant la création du syndicat intercommunal du Chalet entre les communes de MANGONVILLE, NEUVILLER-SUR-MOSELLE et ROVILLE-DEVANT-BAYON.....	337
Bureau des procédures environnementales.....	337
Arrêté n° 54-2010-00056 du 4 mars 2011 portant déclaration au titre de l'article L. 214-3 et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement concernant la restauration de la Natagne sur les communes de VILLE-AU-VAL et BEZAUMONT.....	337
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY.....	339
Extrait de l'arrêté du 3 mars 2011 fixant le nombre et l'implantation des bureaux de vote dans les communes du département qui en comportent plusieurs - Année 2011.....	339
Extrait de l'arrêté du 4 mars 2011 portant dissolution de l'Association Syndicale Autorisée Des Eaux du Parc de VILLE-SUR-YRON.....	342
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	343
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	343
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	343
Extrait de l'arrêté n° 91/2011/ARS/DT54 du 18 février 2011 portant déclaration d'insalubrité rémissible du logement situé au rez-de-chaussée du bâtiment sis 48, rue Lafayette à JARNY (54800).....	343
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	344
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	344
Service produits de santé et biologie.....	344
Extrait de l'arrêté n° 2011-92 en date du 2 mars 2011 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie à LAXOU (54520) - Licence n° 54#01061.....	344
Extrait de l'arrêté n° 2011-93 en date du 3 mars 2011 portant rejet d'une demande de licence de création d'une officine de pharmacie à AMNÉVILLE.....	344
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	345
DIRECTION DE LA STRATEGIE.....	345
Extrait de l'arrêté n° 2011-94 du 7 mars 2011 portant modifications à la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	345
Extrait de l'arrêté n° 2011-95 du 7 mars 2011 portant modification des membres de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	349
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	350
DIRECTION DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE.....	350
Département établissements de santé.....	350
Extrait de l'arrêté n° 102 en date du 11 mars 2011 fixant la composition du Conseil d'Administration du Syndicat Inter hospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCL).....	350
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	351
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	351
Extrait de la décision d'agrément de la Société Nouvelle SCHALLER (société coopérative de production à responsabilité limitée à capital variable) 14 rue Flaubert - 54710 FLÉVILLE-DEVANT-NANCY en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	351
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	351
Service agriculture, forêt, chasse.....	351
Extrait de l'arrêté DDT/AFC/Aménagement foncier/2011/035 du 14 février 2011 portant modification du périmètre de remembrement de la commune de PIERRE-LA-TREICHE.....	351
Service aménagement durable, urbanisme et risques.....	352
Extrait de l'arrêté d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune d'AUBOUÉ en date du 1er février 2011.....	352
Service environnement - eau - biodiversité.....	352
Arrêté DDT-PECHE 2011/008 du 14 mars 2011 instituant trois réserves de pêche en 2011 sur l'Orne dans les communes de HATRIZE, VALLEROY et HOMÉCOURT.....	352
Service habitat.....	353
Extrait de l'arrêté HAB 2011/05 du 28 février 2011 portant composition de la commission consultative des gens du voyage.....	353
Service transports, sécurité.....	354
Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 2011/DDT/TS/002 du 17 février 2011 constatant l'extension du périmètre des transports urbains de LONGWY.....	354
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....	354
Service solidarité insertion.....	354
Extrait de l'arrêté n° DDCCS/SI/2011-57 du 1er mars 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs.....	354

Extrait de l'arrêté n° DDCS/SI/2011-58 du 1er mars 2011 complétant l'arrêté n° DDCS/SI/2010-74 du 16 février 2010 fixant la liste des mandataires judiciaires du département de Meurthe-et-Moselle.....	355
INSPECTION ACADEMIQUE DE MEURTHE ET MOSELLE.....	355
Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant modification du conseil départemental de l'éducation nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	355
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	356
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	356
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE	
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI.....	356
Avis relatif à l'extension d'un avenant salarial à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du département de Meurthe-et-Moselle.....	356
AUTRES SERVICES.....	356
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	356
Avis d'examen professionnel d'ouvrier professionnel qualifié du 14 mars 2011.....	356
CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT.....	357
Avis de recrutement du 8 mars 2011 par inscription sur liste d'aptitude d'un adjoint administratif hospitalier de deuxième classe.....	357

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2011-120 en date du 24 février 2011 établissant les programmes de surveillance de l'état des eaux des districts Rhin et Meuse, en application de l'article R. 212-22 du code de l'environnement

Le préfet de la région Lorraine,
Préfet de la zone de défense Est,
Préfet coordonnateur du bassin Rhin-Meuse,
Préfet de la Moselle,

ARRETE

Article 1er : Un programme de surveillance de l'état des eaux est établi en application de l'article R. 212-22 du code de l'environnement pour les districts Rhin et Meuse afin de dresser un tableau cohérent et complet de l'état de ses eaux. Il est composé :

- a) d'un programme de suivi quantitatif des cours d'eau et des plans d'eau, défini à l'annexe I ;
- b) d'un programme de contrôle de surveillance des eaux de surface, défini à l'annexe II ;
- c) d'un programme de contrôle de surveillance de l'état quantitatif des eaux souterraines, défini à l'annexe III ;
- d) d'un programme de contrôle de surveillance de l'état chimique des eaux souterraines, défini à l'annexe IV ;
- e) d'un programme de contrôles opérationnels de l'état des eaux de surface défini à l'annexe V ;
- f) d'un programme de contrôles opérationnels de l'état chimique des eaux souterraines défini à l'annexe VI ;
- g) d'un programme de contrôles additionnels des captages d'eau de surface destinée à la consommation humaine dont le débit est supérieur ou égal à 100 m3/jour en moyenne, défini à l'annexe VII ;
- h) d'un programme de surveillance de la teneur des eaux en nitrate d'origine agricole prévu à l'article R 211-76 du Code de l'Environnement effectué pour la réalisation de l'inventaire des zones vulnérables défini à l'annexe VIII ;

Article 2 : L'arrêté SGAR n°2006-624 du 22 décembre 2006 relatif aux programmes de surveillance des eaux des districts Rhin et Meuse établis en application de l'article L. 212-2-2 du code de l'environnement ainsi que l'arrêté SGAR n°2009-365 du 29 juillet 2009 modifiant l'arrêté SGAR n°2006-624 du 22 décembre 2006 précité sont abrogés.

Article 3 : Le présent arrêté est mis à la disposition du public dans les préfectures des régions intéressées par le bassin Rhin-Meuse. Il est également consultable sur le site internet <http://rhin-meuse.eaufrance.fr/>.

Article 4 : Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, délégué de bassin Rhin-Meuse, les directeurs généraux des agences régionales de santé de Lorraine, d'Alsace et de Champagne-Ardenne, le directeur général de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse, les préfets de région et les préfets de département du bassin Rhin-Meuse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de chacune des préfectures de région et de département du bassin Rhin-Meuse.

Metz, le 24 février 2011

Le préfet de la région Lorraine,
Coordonnateur du bassin Rhin-Meuse,
Pour le préfet de la région Lorraine,
Le secrétaire général pour les affaires régionales,
Chantal CASTELNOT

Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n° 2011-123 en date du 10 mars 2011 relatif à la délimitation du périmètre d'intervention de l'Etablissement Public Territorial de Bassin « Entente Meurthe-Madon »

Le préfet de la région Lorraine,
Préfet coordonnateur de bassin Rhin-Meuse,
Préfet de la zone de défense Est,
Préfet de la Moselle,

VU la demande de délimitation du périmètre d'intervention de l'établissement public territorial de bassin « Entente Meurthe Madon » du 23 novembre 2010 des Conseils Généraux de Meurthe-et-Moselle et des Vosges,

CONSIDERANT que l'Etablissement Public Territorial de Bassin « Entente Meurthe Madon », constitue une entente interdépartementale qui a été créée par délibérations concordantes des conseils généraux de Meurthe et Moselle et des Vosges respectivement des 6 et 9 décembre 2010 en application des articles L.5421-1 à L.5421-6 du code général des collectivités territoriales,

CONSIDERANT que les statuts et l'objet de l'Entente Meurthe Madon sont conformes aux dispositions de l'article L 213-12 du code de l'environnement,

CONSIDERANT que le périmètre proposé constitue un bassin hydrographique cohérent,

ARRETE

Article 1er : Délimitation du périmètre de l'Etablissement Public Territorial de Bassin

Le périmètre d'intervention de l'Etablissement Public Territorial de Bassin « Entente Meurthe Madon » est constitué par le bassin hydrographique du Madon, le bassin hydrographique de la Meurthe à l'exception du bassin amont du Sanon et le bassin hydrographique de la Moselle depuis la zone de confluence de la Moselle avec le Madon jusqu'à la confluence avec la Meurthe, dans les communes dont la liste est annexée au présent arrêté.

Article 2 : Exécution et diffusion

Le secrétaire général pour les affaires régionales de la région Lorraine, les préfets des départements de Meurthe-et-Moselle et des Vosges sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et de départements concernés.

Une copie conforme de cet arrêté sera adressée aux présidents des conseils généraux des Vosges et de Meurthe-Moselle.

Metz, le 10 mars 2011

Le préfet de la région Lorraine,
Préfet coordonnateur du bassin Rhin-Meuse,
Christian DE LAVERNEE

La liste des communes annexée au présent arrêté est consultable au secrétariat général pour les affaires régionales de la région Lorraine, à la préfecture de Meurthe-et-Moselle et à la préfecture des Vosges.

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

MISSION ECONOMIQUE

Extrait de décision de la commission nationale d'aménagement commercial du 1er février 2011

Réunie le 1er février 2011, la commission nationale d'aménagement commercial a refusé la SCI LEXY, en qualité de promoteur, à procéder à la création d'un ensemble commercial de 25 100 m² de surface de vente à LEXY comprenant :

- un hypermarché à l'enseigne LECLERC de 5 000 m² de surface de vente ;
- une galerie commerciale de 1 000 m² ;
- un magasin de bricolage de 4 400 m² dont 1 500 m² en extérieur ;
- 9 moyennes surfaces non alimentaires pour un total de 14 700 m² de surface de vente ;

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de LEXY.

Nancy, le 1er mars 2011

Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau des réglementations

Dossier n° 2008/3465 - Arrêté du 9 mars 2011 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2007 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance ;

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé magasin FNAC 2 avenue Foch - 54000 NANCY présentée par M. Bertrand SEGUIN ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéosurveillance en sa séance du 31 janvier 2011 ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er – M Bertrand SEGUIN est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 2008/3465.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 15 janvier 2007 .

Article 2 – Les modifications portent sur l'ajout de caméra.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Bertrand SEGUIN 2 avenue Foch - 54000 NANCY ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 9 mars 2011

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2008/3497 - Extrait de l'arrêté du 9 mars 2011 portant modification d'un système de vidéosurveillance à LAY-SAINT-CHRISTOPHE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 15 février 2005 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance ;

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé Bar tabac presse « le capricorne » 5 rue de Courcelles - 54690 LAY SAINT CHRISTOPHE présentée par M. Alexandre GILFRICH ;

ARRETE

Article 1er – M. Alexandre GILFRICH est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 2008/3497.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 15 février 2005 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur l'ajout de caméras supplémentaires.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Alexandre GILFRICH 5 rue de Courcelles - 54690 LAY-SAINT-CHRISTOPHE ainsi qu'au Maire de la commune de LAY-SAINT-CHRISTOPHE.

Nancy, le 9 mars 2011

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2008/4347 - Extrait de l'arrêté du 9 mars 2011 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 20 mai 1997 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance ;
VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé LA POSTE 10 Rue de Villers - 54000 NANCY présentée par le directeur territorial de la sûreté ;

ARRETE

Article 1er – Le directeur territorial de la sûreté est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/4347**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 mai 1997 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur :

- le nombre de caméras ;
- la durée de conservation des images ;
- la désignation des personnes habilitées à accéder aux images ;
- le traitement des images.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le directeur territorial de la sûreté de l'Enseigne la Poste Lorraine Sud 10 Rue de Villers - 54000 NANCY, ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 9 mars 2011

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2008/4378 - Extrait de l'arrêté du 9 mars 2011 portant modification d'un système de vidéosurveillance à TOUL

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 15 avril 2005 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance modifié par arrêté préfectoral du 7 avril 2008 ;
VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé LA POSTE 16 Rue Drouas - 54200 TOUL présentée par le directeur territorial de la sûreté ;

ARRETE

Article 1er – Le directeur territorial de la sûreté est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/4378**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 15 avril 2005 modifié, susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur le nombre de caméra et la personne auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur territorial de la sûreté de la Direction de l'Enseigne la Poste Lorraine Sud 16 Rue Drouas - 54200 TOUL ainsi qu'au Maire de TOUL et au sous-préfet de TOUL.

Nancy, le 9 mars 2011

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2010/0381 - Extrait de l'arrêté du 10 mars 2011 portant modification d'un système de vidéosurveillance à MONT-SAINT-MARTIN

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 28 janvier 2010 portant autorisation d'un périmètre d'installation d'un système de vidéosurveillance pour l'hypermarché AUCHAN POLE EUROPE ;

VU la demande de modification de l'arrêté préfectoral susvisé ;

ARRETE

Article 1er – M. Philippe POULAYON est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2010/0381**.

Cette modification intervient à l'intérieur du périmètre d'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral susvisé.

Article 2 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Philippe POULAYON, 1 Boulevard de l'Europe à MONT-SAINT-MARTIN (54350) et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de MONT-SAINT-MARTIN et à la sous-préfète de BRIEY.

Nancy, le 10 mars 2011

Pour le préfet,
Le chef du bureau des réglementations,
Jean-Pierre DEVIDET

Dossier n° 2010/0607 - Extrait de l'arrêté du 9 mars 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé « taverne de KARLBRAU » 61 rue Pierre SEMARD - 54000 NANCY présentée par M. Dominique KOSCHER ;

ARRETE

Article 1er – M. Dominique KOSCHER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0607**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Dominique KOSCHER.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Dominique KOSCHER, 61 rue Pierre SEMARD - 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 9 mars 2011

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2010/0615 - Extrait de l'arrêté du 9 mars 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Tabac presse « AMANT » 1 rue du Général PATTON - 54410 LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY présentée par M. Jacky AMANT ;

ARRETE

Article 1er – M. Jacky AMANT est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0615**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jacky AMANT.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 10 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jacky AMANT, 1 rue du Général PATTON - 54410 LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY.

Nancy, le 9 mars 2011

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2011/0009 - Extrait de l'arrêté du 9 mars 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LAXOU

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Pharmacie PARFAIT 90 boulevard Emile ZOLA - 54520 LAXOU présentée par Mlle Isabelle PARFAIT ;

ARRETE

Article 1er – Mlle Isabelle PARFAIT est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0009**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mlle Isabelle PARFAIT.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 0 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mlle Isabelle PARFAIT, 90 boulevard Emile ZOLA - 54520 LAXOU et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de LAXOU.

Nancy, le 9 mars 2011

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2011/0010 - Extrait de l'arrêté du 9 mars 2011 portant autorisation partielle d'un système de vidéosurveillance à LEYR

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Pharmacie GRAVOULET 5 rue du haut château - 54760 LEYR présentée par M. Julien GRAVOULET ;

ARRETE

Article 1er – La commission rejette la demande d'installation d'une caméra extérieure au motif qu'elle visionne la voie publique, ce que la loi n'autorise pas pour les particuliers.

Pour les autres caméras, M. Julien GRAVOULET est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0010**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Julien GRAVOULET.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision à l'intéressé ou de sa publication au document précité les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux adressé au service désigné sous le présent timbre.

- un recours hiérarchique adressé à :

M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités Publiques

Direction des Libertés Publique et des Affaires Juridiques

Sous Direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative

11, rue des Saussaies – 75800 Paris cedex 08.

- un recours contentieux adressé au tribunal administratif.

Article 11 – L'installation d'un système de vidéosurveillance sans autorisation est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail.

Article 12 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 13 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Julien GRAVOULET 5 rue du Haut Château à LEYR (54760) et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de LEYR.

Nancy, le 9 mars 2011

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2011/0012 - Extrait de l'arrêté du 9 mars 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à CHALIGNY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Bar tabac 873 rue Edmond Pintier - 54230 CHALIGNY présentée par M. Grégory KRIEGEL ;

ARRETE

Article 1er – M. Grégory KRIEGEL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0012**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Grégory KRIEGEL.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Grégory KRIEGEL 873 rue Edmond Pintier - 54230 CHALIGNY et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de CHALIGNY.

Nancy, le 9 mars 2011

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2011/0013 - Extrait de l'arrêté du 9 mars 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE-LES-NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Maison de retraite « les jardins du Charmois » 1 rue du Charmois - 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY présentée par M. Henri BILLAUE ;

ARRETE

Article 1er – M. Henri BILLAUE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0013**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

- Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Henri BILLAUE.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Henri BILLAUDE, 1 rue du Charmois - 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de VANDOEUVRE-LES-NANCY.

Nancy, le 9 mars 2011

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2011/0015 - Extrait de l'arrêté du 9 mars 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à DIEULOUARD

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SAS CODI-FRANCE (distribution alimentaire) ZAC de la Ferrière 54380 DIEULOUARD présentée par M. Éric DEHANDSCHUTTER ;

ARRETE

Article 1er – M. Eric DEHANDSCHUTTER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0015**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du service prévention antivol.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 20 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Eric DEHANDSCHUTTER, 4 rue des Entrepôts ZI - 39700 ROCHEFORT-SUR-NENON et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de DIEULOUARD.

Nancy, le 9 mars 2011

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2011/0020 - Extrait de l'arrêté du 9 mars 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à MONT-SAINT-MARTIN

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé RESEAU CLUB BOUYGUES TELECOM 1 boulevard de l'Europe - 54350 MONT SAINT MARTIN présentée par M. Régis VAN-BRUSSEL ;

ARRETE

Article 1er – M. Régis VAN-BRUSSEL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0020**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du responsable sécurité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Régis VAN-BRUSSEL, 6 avenue Morane SAULNIER - 78140 VELIZY VILLACOUBLAY et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de MONT-SAINT-MARTIN et à la sous-préfète de BRIEY.

Nancy, le 9 mars 2011

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2011/0021 - Extrait de l'arrêté du 10 mars 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance présenté par M. André ROSSINOT, maire de NANCY, à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes :

- 3 rue Jacquot - 54000 NANCY (poste de police municipale)

- 7 rue des Cordeliers - 54000 NANCY (poste de police municipale)

ARRETE

Article 1er – M. André ROSSINOT est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0021**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé de l'existence d'un système fixe de vidéosurveillance filmant la voie publique, par des panonceaux comportant un pictogramme représentant une caméra.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du service sécurité de la police municipale.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 21 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. André ROSSINOT Maire de NANCY, place Stanislas - 54000 NANCY.

Nancy, le 10 mars 2011

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2011/0029 - Extrait de l'arrêté du 9 mars 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VILLERS-LES-NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SARL MILAMB boulangerie pâtisserie, 187 avenue du Général Leclerc - 54600 VILLERS-LES-NANCY présentée par Monsieur Jean-Charles MILLER ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur Jean-Charles MILLER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0029**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-Charles MILLER.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Jean-Charles MILLER, 187 avenue du Général Leclerc - 54600 VILLERS LES NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de VILLERS-LES-NANCY.

Nancy, le 9 mars 2011

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2011/0033 - Extrait de l'arrêté du 9 mars 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à TOUL

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Pharmacie du « Port de France » 365 avenue du Colonel PECHOT 54200 TOUL présentée par Mme Christelle DEFLIN ;

ARRETE

Article 1er – Mme Christelle DEFLIN est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0033**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Christelle DEFLIN.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Christelle DEFLIN, 365 avenue du Colonel PECHOT - 54200 TOUL et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de TOUL et au sous-préfet de TOUL.

Nancy, le 9 mars 2011

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2011/0040 - Extrait de l'arrêté du 9 mars 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé restaurant « Léopold » 18 cours Léopold - 54000 NANCY présentée par M. Alain INAN ;

ARRETE

Article 1er – M. Alain INAN est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0040**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Alain INAN.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Alain INAN, 18 cours Léopold - 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 9 mars 2011

Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales

Extrait de l'arrêté du 11 mars 2011 portant nomination de régisseurs titulaire et suppléants pour l'encaissement des amendes de police municipale de LUDRES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2006 instituant, auprès de la police municipale de LUDRES, une régie d'Etat pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route,

VU l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2006 nommant M. Norbert QUIROT, Brigadier-chef principal, en qualité de régisseur titulaire, et M. Jean-Marc BOILEAU, agent de surveillance de la voie publique, en qualité de régisseur suppléant, de la régie d'Etat de police municipale de LUDRES pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route,

VU la lettre du 15 février 2011, par laquelle M. le Maire de LUDRES demande la nomination de M. David MULOT, brigadier de police municipale, en qualité de 1er régisseur suppléant et de M. Jean-Marc BOILEAU, gardien, en qualité de 2nd régisseur suppléant de M. Norbert QUIROT, brigadier-chef principal, qui conserve sa qualité de régisseur titulaire,

ARRETE

Article 1er : L'arrêté préfectoral du 26 juillet 2006 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes.

Article 2 : M. Norbert QUIROT, Brigadier-chef principal de police municipale, est nommé en qualité de régisseur titulaire de la régie d'Etat de police municipale de LUDRES, pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de police municipale de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route.

Article 3 : M. Norbert QUIROT encaisse et verse les fonds au centre des finances publiques de VANDOEUVRE-LES-NANCY

Article 4 : M. David MULOT, Brigadier, est nommé 1er régisseur suppléant de M. Norbert QUIROT.

Article 5 : M. Jean-Marc BOILEAU, gardien, est nommé 2nd régisseur suppléant de cette régie.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de LUDRES et la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux régisseurs titulaire et suppléants par le maire de la commune de LUDRES et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 11 mars 2011

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

*Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités***Arrêté du 24 février 2011 autorisant la création du syndicat intercommunal du Chalet entre les communes de MANGONVILLE, NEUVILLER-SUR-MOSELLE et ROVILLE-DEVANT-BAYON**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants et L5212-1 et suivants ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de ;
- Mangonville en date du 3 janvier 2011,
- Neuville-sur-Moselle en date du 17 décembre 2010,
- Roville-devant-Bayon en date 17 décembre 2010,
qui ont fait connaître leur volonté de s'associer en vue de la création d'un syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) appelé "Syndicat intercommunal d'assainissement du Chalet - SIAC",
VU la proposition du trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle ;
VU les statuts du syndicat ;

ARRETE

Article 1er : Est autorisée, entre les communes de Mangonville, Neuville-sur-Moselle et Roville-devant-Bayon, la création du "Syndicat intercommunal d'assainissement du Chalet - SIAC" .

Article 2 : Le syndicat a pour objet :

1. service public d'assainissement collectif des eaux usées

Le syndicat est compétent pour participer à toute action inhérente à l'ensemble de cette activité d'assainissement dans le cadre des lois et règlements en vigueur, sur l'ensemble des territoires des communes membres :

- Réalisation des études prévisionnelles des besoins, des dessertes... ; la conception des équipements de traitement, de transport, de stockage, de collecte, d'élimination des eaux claires parasites ;
- Exécution des travaux (construction des équipements) ;
- Collecte et traitement des eaux usées domestiques ;
- Élimination des boues et des produits de curage des réseaux ;
- Exploitation, gestion administrative, financière, technique et juridique du service ;
- Acquisition foncière et négociation des droits de passage, dans le cadre de l'implantation d'ouvrages.

2 -service public d'assainissement des eaux pluviales

- La réalisation des études,
- La collecte et le traitement des eaux pluviales,
- L'élimination des produits de curage des réseaux,
- L'exploitation et la gestion du service.

Article 3 : Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

Article 4 : Le siège du syndicat est situé à la mairie Roville-devant-Bayon.

Article 5 : Chaque commune est représentée au sein du comité syndical par 3 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

Article 6 : Les fonctions de receveur du syndicat sont assurées par le trésorier d'Haroué-Vézelize.

Article 7 : Les statuts resteront annexés au présent arrêté.

Article 8 : La sous-préfète chargée de mission est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées et à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 février 2011

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

*Bureau des procédures environnementales***Arrêté n° 54-2010-00056 du 4 mars 2011 portant déclaration au titre de l'article L. 214-3 et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement concernant la restauration de la Natagne sur les communes de VILLE-AU-VAL et BEZAUMONT**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-4 à R. 11-14 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration d'intérêt général nécessitant un dossier de déclaration complet et régulier déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 25/05/2010, présenté par la Communauté de Communes du Grand Valmon représentée par son président, Monsieur André FAVRE , enregistré sous le n° 54-2010-00056 et relatif à la restauration de La Natagne - Demande de Déclaration d'Intérêt Général et de Déclaration au titre du code de l'environnement ;

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 08/11/2010 au 26/11/2010 inclus ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 7 décembre 2010 ;

VU l'absence d'avis de la commune de Ville-au-Val et l'avis favorable de la commune de Bezaumont ;

VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 20 janvier 2010 ;

VU l'avis favorable du pétitionnaire concernant le projet du présent arrêté sollicité par courrier en date du 11 février 2011;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDÉRANT que les travaux de reconquête du milieu ne peuvent être réalisés de façon cohérente sur l'ensemble des communes de Meurthe-et-Moselle que dans le cadre d'une déclaration d'intérêt général ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE**TITRE I : OBJET DE LA DECLARATION D'INTERET GENERAL**

Article 1er - Objet de la déclaration et de la déclaration d'intérêt général

A la demande de la Communauté de Communes du Grand Valmon, représentée par son président, M. André FAVRE, les travaux, actions, ouvrages ou installations relatifs à la restauration de La Natagne, sont déclarés d'intérêt général au titre de l'article L211-7 du code de l'environnement.

Le projet concerne le cours d'eau de La Natagne sur les communes de Ville-au-Val et Bezaumont.

La Communauté de Communes du Grand Valmon est autorisée en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser les travaux de restauration et d'entretien de La Natagne.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
3.1.4.0	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes, sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m	Déclaration
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : Destruction de moins de 200 m ² de frayères	Déclaration

Article 2 - Caractéristiques des travaux

Les travaux de restauration de La Natagne portent sur :

- le traitement sélectif de la végétation des berges et du lit ;
- la mise en place de plantations et de clôtures dans les zones de pâtures ;
- la réalisation de protection de berges à l'aide de techniques végétales ou mixtes avec talutage et ensemencement des berges ;
- la gestion des atterrissements présents sous les ponts.

Les aménagements de berges consistent à mettre en place des protections de berges sur les secteurs à forts enjeux (proximité d'habitations ou d'infrastructures). Quatre protections ont été identifiées sur le secteur de travaux :

Protection de berge 1 : sur la commune de Ville-au-Val, le long de la RD 10, en rive droite de La Natagne, un talutage et mise en place de boudins de géogrille synthétique végétalisés sur les 20 mètres en amont du pont et un enrochement en pied de berge sur les 10 mètres en aval du pont seront réalisés.

Protection de berge 2 : sur la commune de Bezaumont, sur le terrain d'un particulier, en rive droite de La Natagne, sur 30 mètres. La protection sera soit réalisée par terrassement de la berge (1/1), puis étagement de boudins géotextiles biodégradables végétalisés et plantés, soit réalisée par terrassement avec une pente de 2/1 à 3/1 puis plantée.

Protection de berge 3 : sur la commune de Bezaumont, au droit de la passerelle d'accès aux propriétés, sur 15 mètres, enrochement en pied de berge, talutage et végétalisation.

Protection de berge 4 : sur la commune de Bezaumont, le long d'un chemin d'un particulier sur environ 100 mètres, en rive droite de La Natagne, 80 mètres seront réalisés par talutage et plantation et 20 mètres en enrochements.

Des travaux d'entretien annuels seront réalisés en septembre - octobre de chaque année, il visent à :

- assurer la gestion de la végétation ligneuse (élagage, recépage, ...)
- enlever les embâcles gênants dans le lit, sur les seuils et autres ouvrages en même temps que la gestion de la végétation, sauf cas particulier et nécessité d'urgence, quel que soit le secteur considéré.

TITRE II : PRESCRIPTIONS**Article 3 - Prescriptions relatives à la restauration et renaturation**

Les installations de chantier seront positionnées à l'écart du cours d'eau, au moins à 100 mètres.

Le service départemental de l'ONEMA et le service police de l'eau de la DDT seront associés aux réunions préparatoires de chantier afin de déterminer si des mesures supplémentaires doivent être mises en place. Ils seront également conviés à chaque réunion de chantier durant toute la durée des travaux.

Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins seront vérifiés afin d'écartier tout risque de pollution des eaux. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ de pollution.

Le nettoyage éventuel des engins mis en œuvre sur le chantier sera réalisé sur une aire aménagée à cet effet et équipée de dispositifs débourbeurs déshuileurs. Cette surface sera impérativement en dehors des zones inondables.

En cas de montée des eaux ou d'interruption du chantier, les engins seront repliés en dehors de la zone inondable.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire devra enlever tous les décombres, terres, matériaux divers qui pourraient subsister.

Les plantations sur rives ne pourront être entreprises qu'avec l'accord préalable du propriétaire riverain concerné.

Les travaux devront tenir compte de la présence d'un gazoduc et d'une conduite d'eau, ainsi que les conduits de drainage.

Le calendrier prévisionnel des travaux sera réactualisé un mois après la signature de l'arrêté et affiché dans les communes concernées.

Pour les propriétaires des parcelles de part et d'autres de La Natagne, une solution sera trouvée pour assurer le libre accès des terrains situés de chaque côté du cours d'eau.

Article 4 - Mesures correctives

Les mesures correctrices suivantes sont proposées au dossier :

- Les travaux qui portent sur la végétation des berges seront réalisés depuis les rives en longeant la rivière, hors période de nidification des oiseaux,
- Les travaux au sein du lit mineur seront réalisés en période de basses eaux, afin de limiter les incidences sur le milieu aquatique, hors période de frai (entre août et février),
- Les travaux effectués dans le lit seront réalisés de manière à limiter la mise en mouvement des matières en suspensions par la mise en place de barrages filtrants afin de retenir le maximum de matières en suspension.
- Une attention toute particulière sera portée aux éventuels rejets d'hydrocarbures provenant des engins de chantier. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

Article 5 - Servitude de passage

Pendant les travaux, les riverains devront laisser passage sur leurs terrains, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux agents et surveillants chargés des travaux ainsi qu'aux agents chargés de la police de l'eau et de la police de la pêche.

Les propriétaires riverains seront personnellement informés à l'avance des travaux les concernant par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

Article 6 - Mesures de sauvegarde

Pendant les travaux, les ouvrages et les écoulements au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la demande de la police des eaux et de la pêche.

Article 7 - Mesures de sécurité publique

L'entrepreneur veillera aux mesures de sécurité (signalisations, port de matériel de sécurité : casque, gants...).

TITRE III : DISPOSITIONS GENERALES

Article 8 - Durée de la déclaration d'intérêt général

Conformément à l'article R.214-97 du code de l'environnement, la présente déclaration d'intérêt général deviendra caduque si les travaux n'ont pas fait l'objet d'un commencement substantiel de réalisation dans le délai de 5 ans à compter de la date du présent arrêté.

Cette déclaration est prononcée pour une durée de validité de cinq ans renouvelable, conformément à l'article L.215-15 du code de l'environnement, à compter de la date de signature du présent arrêté.

Article 9 - Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente déclaration, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenus du dossier de demande de déclaration sans préjudice des dispositions du présent acte.

Le pétitionnaire informe préalablement le préfet de toute modification apportée au programme de travaux.

Les prescriptions du présent arrêté pourront être modifiées ou adaptées, sans que le pétitionnaire ne puisse réclamer la moindre indemnisation, en fonction d'exigences qui s'imposeraient.

Article 10 - Prescriptions générales de la déclaration

L'arrêté ministériel du 13 février 2002, ci-joint, fixant les prescriptions générales applicables aux consolidations, traitements ou protections de berges soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.4.0 (2°) de la nomenclature doit être respecté.

Article 11 - Caractère de l'arrêté préfectoral

Le présent arrêté est accordé à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance du présent arrêté et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Article 12 - Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet du présent arrêté, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 13 - Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par le présent arrêté, dans les conditions fixées par le code de l'environnement, article L.215-18. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 14 - Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 15 - Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 16 - Publication et information des tiers

Le présent arrêté fera l'objet :

- d'un affichage, pendant un mois, dans les mairies de Ville-au-Val et Bezaumont, par les soins du maire qui attestera de l'accomplissement de cette formalité par un certificat d'affichage,
- d'une publication aux recueils des actes administratifs des services de l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle,
- d'une publication sur le site internet de la préfecture du département de Meurthe-et-Moselle, pour une durée d'au moins un an.

Article 17 - Voies et délais de recours

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 18 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les maires des communes de Ville-au-Val et de Bezaumont, le directeur départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, le chef du service départemental de l'ONEMA, le directeur de l'agence de l'eau Rhin-Meuse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Nancy, le 4 mars 2011

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

L'arrêté ministériel du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux consolidations, traitements ou protections de berges soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.4.0 (2°) de la nomenclature est consultable en mairies et en préfecture - direction des actions locales - bureau des procédures environnementales.

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY**Extrait de l'arrêté du 3 mars 2011 fixant le nombre et l'implantation des bureaux de vote dans les communes du département qui en comportent plusieurs - Année 2011**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que dans certaines communes de l'arrondissement de BRIEY il y a lieu de faciliter l'exercice du droit de vote en créant plusieurs bureaux de vote,

ARRETE

Article 1er : Dans les communes désignées ci-après qui comportent plusieurs bureaux de vote, les assemblées électorales se réuniront pendant la période comprise entre le 1er mars 2011 et le 29 février 2012 dans les conditions ci-dessous :

- à ALLAMONT :

dans 2 bureaux -

- ☐ 1er bureau : mairie d'ALLAMONT
- ☐ 2ème bureau : mairie annexe de DOMPIERRE

- à ALLONDRELLE LA MALMAISON :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : salle polyvalente à ALLONDRELLE
 - ☐ 2ème bureau : ancienne école de LA MALMAISON
- à AUBOUE :
 - dans 3 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie
 - ☐ 2ème bureau : école Henri Wallon
 - ☐ 3ème bureau : lycée régional Fulgence Bienvenüe
- à AUDUN LE ROMAN :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : école maternelle
 - ☐ 2ème bureau : école primaire
- à BASLIEUX :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie
 - ☐ 2ème bureau : salle polyvalente des Cités
- à BRIEY :
 - dans 4 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie de BRIEY
 - ☐ 2ème bureau : école maternelle Saint-Exupéry
 - ☐ 3ème bureau : école primaire Louis Pergaud
 - ☐ 4ème bureau : école maternelle Yvonne Humbert
- à CONFLANS :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie école (1)
 - ☐ 2ème bureau : mairie école (2)
- à COSNES ET ROMAIN :
 - dans 3 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie, rue du Languedoc
 - ☐ 2ème bureau : école de ROMAIN
 - ☐ 3ème bureau : école de VAUX
- à CRUSNES :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie de CRUSNES Village
 - ☐ 2ème bureau : annexe de mairie groupe scolaire 3ème avenue
- à DONCOURT LES LONGUYON :
 - dans 2 bureaux :
 - ☐ 1er bureau : DONCOURT Village - ancienne salle de classe
 - ☐ 2ème bureau : DONCOURT Cités - annexe de mairie
- à GRAND FAILLY :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : salle des fêtes
 - ☐ 2ème bureau : ancienne école de PETIT XIVRY
- à HAUCOURT MOULAIN :
 - dans 3 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : M.J.C. « MILLE CLUBS »
 - ☐ 2ème bureau : ancienne école de MOULAIN
 - ☐ 3ème bureau : école Jean Moulin
- à HERSERANGE :
 - dans 3 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : hôtel administratif (1)
 - ☐ 2ème bureau : hôtel administratif (2)
 - ☐ 3ème bureau : hôtel administratif (3)
- à HOMECOURT :
 - dans 4 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : hôtel de ville
 - ☐ 2ème bureau : école maternelle Louise Michel
 - ☐ 3ème bureau : école maternelle Elsa Triolet
 - ☐ 4ème bureau : école maternelle Danielle Casanova
- à HUSSIGNY GODBRANGE :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : Salle des Fêtes Louis Aragon
 - ☐ 2ème bureau : Ecole Jacques Prévert
- à JARNY :
 - dans 7 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie - salle du conseil
 - ☐ 2ème bureau : salle de quartier Jules Ferry
 - ☐ 3ème bureau : salle de quartier de Droitaumont
 - ☐ 4ème bureau : école maternelle Yvonne Imbert
 - ☐ 5ème bureau : salle de quartier de Moulinelle
 - ☐ 6ème bureau : école Langevin Wallon
 - ☐ 7ème bureau : salle de quartier Saint Exupéry

- à JOEUF :
 - dans 6 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : école maternelle mairie
 - ☐ 2ème bureau : école mairie
 - ☐ 3ème bureau : école de Ravenne
 - ☐ 4ème bureau : école maternelle Louise Michel
 - ☐ 5ème bureau : salle des sports
 - ☐ 6ème bureau : Centre Associatif « Michel Wale »
- à LANTEFONTAINE :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : école de LANTEFONTAINE
 - ☐ 2ème bureau : salle socio-éducative
- à LES BAROCHES :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie des BAROCHES
 - ☐ 2ème bureau : école de GENAVILLE
- à LEXY :
 - dans 4 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : foyer municipal (1)
 - ☐ 2ème bureau : Centre de Loisirs
 - ☐ 3ème bureau : Foyer des Anciens
 - ☐ 4ème bureau : Ecole Jean Macé (bâtiment Studal)
- à LONGUYON :
 - dans 4 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : école maternelle Paul Marie (1)
 - ☐ 2ème bureau : école maternelle Paul Marie (2)
 - ☐ 3ème bureau : école maternelle Langevin-Wallon Allondières
 - ☐ 4ème bureau : école maternelle Jacques Cartier
- à LONGWY :
 - dans 11 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : hôtel de ville LONGWY Bas (1)
 - ☐ 2ème bureau : hôtel de ville LONGWY Bas (2)
 - ☐ 3ème bureau : « Point Jeunes » rue de la Manutention
 - ☐ 4ème bureau : annexe de la Mairie à LONGWY Haut
 - ☐ 5ème bureau : école maternelle « Porte de Bourgogne »
 - ☐ 6ème bureau : école maternelle « Porte de Bourgogne, côté gauche »
 - ☐ 7ème bureau : salle des sports de l'école maternelle Chadelle (1)
 - ☐ 8ème bureau : salle des sports de l'école maternelle Chadelle (2)
 - ☐ 9ème bureau : école maternelle Bel Arbre
 - ☐ 10ème bureau : école maternelle « Fernand Léger »
 - ☐ 11ème bureau : école primaire du Pulventeux
- à MAIRY MAINVILLE :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : salle municipale de MAIRY
 - ☐ 2ème bureau : salle municipale de MAINVILLE
- à MEXY :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie
 - ☐ 2ème bureau : école maternelle
- à MOINEVILLE :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie de MOINEVILLE
 - ☐ 2ème bureau : maison communale de BEAUMONT
- à MONTIGNY SUR CHIERS :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie de MONTIGNY
 - ☐ 2ème bureau : école de FERMONT
- à MONT SAINT MARTIN :
 - dans 6 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : hôtel de ville
 - ☐ 2ème bureau : centre Victor Hugo (1)
 - ☐ 3ème bureau : salle municipale de Piedmont
 - ☐ 4ème bureau : école maternelle Jean Macé
 - ☐ 5ème bureau : salle Erckmann Chatrian
 - ☐ 6ème bureau : centre Victor Hugo (2)
- à MORFONTAINE :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie de MORFONTAINE
 - ☐ 2ème bureau : salle polyvalente, rue Gabriel Péri
- à MOUTIERS :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie
 - ☐ 2ème bureau : foyer des anciens

- à REHON :
 - dans 4 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : maison de la jeunesse
 - ☐ 2ème bureau : groupe scolaire de HEUMONT (1)
 - ☐ 3ème bureau : groupe scolaire de HEUMONT (2)
 - ☐ 4ème bureau : foyer municipal
- à SAULNES :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : salle des fêtes (1)
 - ☐ 2ème bureau : salle des fêtes (2)
- à THIL :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : foyer des personnes âgées
 - ☐ 2ème bureau : « local point de rencontre Sainte Claire » Cité du stand
- à TRIEUX :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie
 - ☐ 2ème bureau : centre Louise Michel
- à TUCQUEGNIEUX :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie (1)
 - ☐ 2ème bureau : mairie (2)
- à VALLEROY :
 - dans 2 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie
 - ☐ 2ème bureau : salle des fêtes
- à VILLERUPT :
 - dans 7 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : Hôtel de ville I
 - ☐ 2ème bureau : Hôtel de ville II
 - ☐ 3ème bureau : école Bara
 - ☐ 4ème bureau : école maternelle Joliot Curie
 - ☐ 5ème bureau : école maternelle Joliot Curie
 - ☐ 6ème bureau : ancienne école Jean Jaurès
 - ☐ 7ème bureau : Ecole maternelle Paul Langevin
- à VIVIERS SUR CHIERS :
 - dans 3 bureaux -
 - ☐ 1er bureau : mairie-école de VIVIERS
 - ☐ 2ème bureau : école de BRAUMONT
 - ☐ 3ème bureau : école de REVEMONT

Article 2 : Les bureaux ainsi constitués serviront pour l'établissement des listes électorales qui seront arrêtées le 28 février 2011.

Article 3 : Les militaires et les Français établis hors de France dont il sera impossible de localiser l'attache avec la circonscription d'un bureau de vote des communes désignées à l'article 1er seront inscrits sur la liste électorale du 1er bureau de vote de cette commune.

Article 4 : Les communes qui ne sont pas citées à l'article premier disposent d'un bureau de vote unique.

Article 5 : En cas de modification du nombre et ou de l'implantation de bureaux de vote d'une commune, un arrêté modificatif pour cette seule commune sera pris ; ce présent arrêté continuant à s'appliquer pour toutes les autres circonscriptions.

Article 6 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme la Sous-Préfète de BRIEY, Mmes et MM. les Maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et affiché dès réception.

Briey, le 3 mars 2011

Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète,
Christine BOEHLER

Extrait de l'arrêté du 4 mars 2011 portant dissolution de l'Association Syndicale Autorisée Des Eaux du Parc de VILLE-SUR-YRON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que l'ensemble des formalités préalables à la dissolution de l'Association Syndicale Autorisée ont été accomplies ;

ARRETE

Article 1er : L'Association Syndicale Autorisée des Eaux du Parc de VILLE-SUR-YRON est dissoute.

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Président et aux membres de l'Association Syndicale Autorisée des Eaux du Parc de VILLE-SUR-YRON.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Sous-Préfecture de BRIEY, la Directrice Départementale des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Départemental des Territoires, le Maire de VILLE-SUR-YRON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Briey, le 4 mars 2011

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète,
Christine BOEHLER

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Extrait de l'arrêté n° 91/2011/ARS/DT54 du 18 février 2011 portant déclaration d'insalubrité réparable du logement situé au rez-de-chaussée du bâtiment sis 48, rue Lafayette à JARNY (54800)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'avis du 10 février 2011 du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques (CODERST) sur la réalité et les causes de l'insalubrité du logement susvisé et sur les mesures propres à y remédier ;

CONSIDERANT que ce logement constitue un danger pour la santé des personnes qui l'occupent, notamment aux motifs suivants :

- un degré hygrométrique élevé, occasionnant la prolifération massive de moisissures et une détérioration généralisée des revêtements, préjudiciables à la santé des occupants ;
- une installation de chauffage non adaptée à la configuration des lieux, ne permettant pas ainsi d'avoir une température homogène dans l'ensemble du logement ;
- un système de ventilation non fonctionnel n'assurant pas un renouvellement permanent d'air neuf et une évacuation des gaz viciés ;
- un non respect des règles d'hygiène élémentaires : humidité persistante, confinement de l'air, absence d'entretien, dégradation des parois et revêtements muraux....

CONSIDERANT que le CODERST est d'avis qu'il est possible de remédier à l'insalubrité de ce logement ;

CONSIDERANT dès lors qu'il y a lieu de prescrire les mesures appropriées et le délai d'exécution indiqué par le CODERST ;

ARRETE

Article 1er : Le logement du rez-de-chaussée du bâtiment sis, 48 rue Lafayette à JARNY (54800) - référence cadastrale AM 445 - propriété de M. PONTIERI Dominique résidant 18, rue Basse à TERVILLE (57180) ou de ses ayants droits, est déclaré insalubre réparable.

Article 2 : Afin de remédier à l'insalubrité constatée, il appartiendra au propriétaire mentionné à l'article 1 de réaliser selon les règles de l'art, et dans le délai de 6 mois, les mesures ci-après :

- recherche et suppression de toutes sources d'humidité (condensation, infiltrations, fuites, remontées telluriques) ;
- suppression des ponts thermiques et des déperditions calorifiques, notamment au niveau des ouvrants et surfaces vitrées ;
- mise en place de dispositifs de chauffage adaptés à la configuration des lieux ;
- remise en état/remplacement des revêtements intérieurs (murs, sols, plafonds), des huisseries, des plinthes, des ouvrants ;
- mise en place d'un système de ventilation assurant un renouvellement permanent d'air neuf ;
- renforcement des qualités isolantes des parois ;
- remise en état/remplacement de certains éléments de toiture, notamment les tôles en fibrociment, et des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales (chêneaux, gouttières) ;
- remise en état des différents réseaux et branchements techniques (eau destinée à la consommation humaine, eaux usées, électricité) ;
- assainissement, nettoyage, désinfection des lieux ;
- ainsi que toutes mesures propres à rendre le logement conforme à la législation sanitaire en vigueur.

Ce délai court à compter de la notification du présent arrêté.

Faute de réalisation des mesures prescrites dans les conditions précisées, l'autorité administrative pourra les exécuter d'office aux frais du propriétaire mentionné à l'article 1, après mise en demeure, dans les conditions précisées à l'article L. 1331-29 du code de la santé publique.

Article 3 : En cas de travaux susceptibles d'altérer les matériaux et/ou revêtements (ponçage, abattage de cloisons, intervention sur des matériaux amiantés...), les diagnostics amiante et plomb devront être fournis aux entreprises amenées à intervenir dans l'immeuble.

Article 4 : Compte tenu de la nature et de l'importance des désordres constatés, le logement susvisé est interdit à l'habitation à titre temporaire à compter du 1er avril 2011 jusqu'à la mainlevée du présent arrêté.

Le local visé ci-dessus ne peut être ni loué, ni mis à la disposition à quelque usage que ce soit, en application de l'article L. 1331-28-2 du code de la santé publique.

Le propriétaire mentionné à l'article 1 doit, dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent arrêté, informer le préfet de l'offre d'hébergement qu'il a faite aux occupants pour se conformer à l'obligation prévue à l'article L.521-3-1 du code de la construction et de l'habitation.

Article 5 : La mainlevée du présent arrêté d'insalubrité ne pourra être prononcée qu'après constatation de la conformité de la réalisation des travaux aux mesures prescrites pour la sortie d'insalubrité, par l'autorité compétente.

Le propriétaire mentionné à l'article 1 tient à disposition de l'administration tout justificatif attestant de la réalisation des travaux, dans les règles de l'art.

Article 6 : Le propriétaire mentionné à l'article 1 est tenu de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L. 521-1 à L. 521-3 -2 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe au présent arrêté.

Le non respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L. 1337-4 du code de la santé publique ainsi que par les articles L. 521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe.

Article 7 : Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1 ci-dessus ainsi qu'à l'occupant du local concerné. Il sera également affiché à la mairie de JARNY ainsi que sur la façade de l'immeuble.

Article 8 : Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques, dont dépend l'immeuble pour chacun des locaux concernés aux frais du propriétaire mentionné à l'article 1.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs du département.

Il sera transmis au maire de la commune de JARNY, au procureur de la république, au directeur départemental des territoires, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement (CAF et MSA), ainsi qu'aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement du département.

Article 9 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (Direction générale de la santé- EA 2- 14, avenue Duquesne, 75350 Paris 07 SP). L'absence de réponse dans un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de NANCY - 5, place Carrière, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

Nancy, le 18 février 2011

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE
Service produits de santé et biologie

Extrait de l'arrêté n° 2011-92 en date du 2 mars 2011 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie à LAXOU (54520) - Licence n° 54#01061

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

VU l'arrêté préfectoral en date du 21 août 1957 portant l'octroi de la licence de pharmacie d'officine n° 256 située au 81-83 avenue de la Libération sur la commune de Laxou ;

CONSIDERANT la demande présentée par Monsieur Yannick HAMON, docteur en pharmacie, en vue de transférer son officine de pharmacie du 81-83 avenue de la Libération à Laxou (54520) au 85 avenue de la Libération à Laxou (54520), enregistrée au vu de l'état complet du dossier le 5 novembre 2010 ;

CONSIDERANT, conformément aux dispositions de l'article L. 5125-4 du Code de la Santé Publique :

- L'avis émis par le Préfet de Meurthe et Moselle en date du 21 décembre 2010 ;

- L'avis émis par le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine en date du 4 février 2011

- L'avis émis par l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine en date du 11 janvier 2011

- L'avis émis par la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle en date du 15 février 2011 ;

CONSIDERANT que les conditions minimales d'installation prévues aux articles R. 5125-9 à R. 5125-11 du Code de la Santé Publique sont remplies, sur la base des engagements pris par le titulaire par courriers du 31 janvier 2011 et 15 février 2011 ;

CONSIDERANT que la population municipale de la commune de Laxou où se situe l'officine dont le transfert est projeté est de 14 925 habitants selon le recensement de la population légale en 2008 entré en vigueur le 1er janvier 2011 ;

CONSIDERANT que conformément à l'article L. 5125-14 du Code de la Santé Publique, le transfert d'une officine de pharmacie peut s'effectuer au sein d'une même commune ;

CONSIDERANT que l'emplacement proposé pour le transfert se situe à 30 mètres, sur le même axe et dans le même quartier, que l'officine actuelle ;

CONSIDERANT par conséquent que l'emplacement permettra de répondre de façon optimale aux besoins en médicaments de la population résidant dans le quartier d'accueil sans compromettre l'approvisionnement du quartier d'origine ;

CONSIDERANT que le lieu proposé garantit un accès permanent du public à la pharmacie et lui permet d'assurer le service de garde et d'urgence ;

CONSIDERANT que ce transfert devrait permettre une amélioration de l'exercice professionnel et du service rendu à la population ;

ARRETE

Article 1er : La demande de licence présentée par Monsieur Yannick HAMON en vue de transférer son officine de pharmacie du 81-83 avenue de la Libération à Laxou (54520) au 85 avenue de la Libération à Laxou (54520) est accordée.

Article 2 : La licence ainsi accordée est enregistrée sous le n°54#01061

Article 3 : L'officine doit être effectivement ouverte au public au plus tard à l'issue d'un délai d'un an, qui court à compter de la notification du présent arrêté, sauf prolongation en cas de force majeure.

Article 4 : L'exploitation de l'officine faisant l'objet de la présente devra être déclarée auprès du conseil compétent de l'ordre des pharmaciens, conformément à l'article L. 5125-16 du Code de la Santé Publique.

Article 5 : La licence n° 54#000256 octroyée en date du 21 août 1957 sera caduque dès la réalisation du transfert.

Article 6 : L'officine transférée ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle, d'un regroupement ni être transférée avant un délai de 5 ans à compter de la notification de l'arrêté de licence, sauf cas de force majeure constatée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 7 : En vertu de l'article L. 5125-7 alinéa 4, toute cessation définitive d'activité de l'officine entraîne la caducité de la licence, qui doit être remise au DGARS par son dernier titulaire ou par ses héritiers.

Article 8 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 Nancy Cedex -pour le recours contentieux.

Article 9 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Yannick HAMON et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle,

- Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens,

- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine,

- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle,

et publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et Moselle.

Nancy, le 2 mars 2011

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,

Le directeur général adjoint,

Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté n° 2011-93 en date du 3 mars 2011 portant rejet d'une demande de licence de création d'une officine de pharmacie à AMNÉVILLE

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT la demande présentée par Monsieur Jean-Marc BOULANGE en vue de créer une officine de pharmacie au 4 rue Romains 57360 Amnéville, demande enregistrée, au vu de l'état complet du dossier en date du 5 novembre 2010 à 10 heures ;

CONSIDERANT, conformément aux dispositions de l'article L. 5125-4 du Code de la Santé Publique

- L'avis défavorable du Préfet de la Moselle en date du 24 décembre 2010 ;

- L'avis défavorable du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine en date du 21 décembre 2010 ;

- L'avis défavorable de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de la Meuse en date du 12 janvier 2011 ;

- L'absence d'avis de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine ;

CONSIDERANT que les dispositions de l'article L. 5125-11 du Code de la Santé Publique n'autorisent l'ouverture d'une officine par voie de création que dans les zones franches urbaines, les zones urbaines sensibles, zones de redynamisation urbaine ou zones de revitalisation rurale, à raison d'une autorisation par tranche entière supplémentaire de 3500 habitants recensés dans la commune, pour les communes de plus de 2500 habitants, où au moins une licence a déjà été accordée, cette condition devant être remplie depuis au moins deux ans à compter de la publication du dernier recensement.

CONSIDERANT que conformément à l'article L. 5125-13 du Code de la Santé Publique, le quota de 2500 habitants mentionné à l'article L. 5125-11 suscit est fixé à 3500 habitants pour le département de la Moselle ;
 CONSIDERANT que la classification des zones sus citées ne comporte pas la commune d'Amnéville ;
 CONSIDERANT que la population municipale de la commune d'Amnéville où se situent les locaux de l'officine dont la création est projetée est de 10 150 habitants selon le recensement de la population légale en 2007 entré en vigueur le 1er janvier 2010 ;
 CONSIDERANT que la population municipale de la commune d'Amnéville où se situent les locaux de l'officine dont la création est projetée est de 10 129 habitants selon le recensement de la population légale en 2008 entré en vigueur le 1er janvier 2011 ;
 CONSIDERANT que deux officines de pharmacie sont déjà implantées dans la commune ;
 CONSIDERANT par conséquent que la commune d'Amnéville ne répond pas aux conditions fixées par les articles L. 5125-11 et L. 5125-13 du Code de la Santé Publique ;
 CONSIDERANT que les conditions minimales d'installation prévues aux articles R. 5125-9 à R. 5125-11 du Code de la Santé Publique ne sont pas remplies :

ARRETE

Article 1er : La demande de licence présentée par Monsieur Jean-Marc BOULANGE, en vue de créer une officine de pharmacie au 4 rue Romains à Amnéville (57360), est rejetée.

Article 2 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,
 - Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux,
 à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pharmacien titulaire et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la Moselle,
 - Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine,
 - Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de la Moselle,
 - Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine,
 et sera publié aux Recueils des Actes Administratifs des Préfectures de Meurthe-et-Moselle et Moselle.

Nancy, le 3 mars 2011

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,
 Le directeur général adjoint,
 Marie-Hélène MAITRE

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE DIRECTION DE LA STRATEGIE

Extrait de l'arrêté n° 2011- 94 du 7 mars 2011 portant modifications à la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} : La conférence régionale de la santé et de l'autonomie de Lorraine dont les missions sont définies par le décret du 31 mars 2010 est ainsi composée :

Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Conseillers régionaux	
Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)	Daouia BEZAZ (Conseillère Régionale)
Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente au Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)
Conseils généraux	
Michèle PILOT (Vice Présidente Conseil Général Meurthe et Moselle)	Bernard LEUYET (Directeur Général Adjoint Solidarités)
Jean-Marie MISSLER (Vice Président Conseil général de la Meuse)	Jean-François LAMORLETTE (Vice Président Conseil Général de la Meuse)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général de la Moselle)
Michel LANGLOIX (Vice Président Conseil Général des Vosges)	Jean-Pierre NOEL (Directeur Général Adjoint Conseil Général des Vosges)
Représentants des groupements de communes	
Philippe TARILLON (Président Groupement de Communes du VAL de FENSCH)	Philippe DAVID
Jacques FLORENTIN (Président Communauté de Communes SEILLE et MAUCHERE)	Chantal CHERY
Arsène LUX (Président Communauté de Communes de VERDUN)	Michel VEDEL
Représentants des communes	
Un représentant des communes désigné par l'Association des Maires de France : à désigner	Un représentant des communes désigné par l'Association des Maires de France : à désigner
Un représentant des communes désigné par l'Association des Maires de France : à désigner	Un représentant des communes désigné par l'Association des Maires de France : à désigner
Un représentant des communes désigné par l'Association des Maires de France : à désigner	Un représentant des communes désigné par l'Association des Maires de France : à désigner

Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des associations agréées	
Marie-Claude BARROCHE (Présidente Espoir 54)	Marie-Thérèse PRECHEUR (Déléguee Régionale UNAFAM)
En attente de désignation	Marie-Hélène PRECHEUR (Vice Présidente France Dépression Lorraine)
Nathalie BAUCHAT (Le Planning Familial)	Angélique VINOLAS (Directrice AFM Alsace-Lorraine)
Marianne RIVIERE (Déléguee Régionale Alliance maladies rares)	Valérie DOLLE (Déléguee Régionale Association Grandir)
Rosario RUSSO (Président FNATH)	Michel BRICK (Président UPPC)
Claudine CLERC (Directeur Général UDAF Moselle)	Frédéric GRAFF (Président Les Amis de la Santé en Moselle)
Josette BURY (Présidente AFTC)	Jean Philippe JULO (Délégué Départemental 54 Aides)
Jacques FROMENT (Président Comité Meuse ligue contre le cancer)	Jean-Paul CLEMENT (Représentant France Parkinson)
Représentants des associations de retraités et de personnes âgées	
Marius HAMANN (Confédération Française de l'Encadrement /Moselle)	Yves FICI (Union Syndicale des Retraités CGT/Moselle)
Marie-Thérèse ANDREUX (Représentante Retraités CFDT/Meurthe & Moselle)	Georges GIRARD (Fédération Générale Retraités Fonction Publique/Meurthe & Moselle)
Jean-Marcel HINGRAY (Fédération Générale Retraités de la Fonction Publique/Vosges)	Claude LEROY (Union Territoriale Retraités CFDT / Vosges)
René MASSON (Fédération Nationale Association Retraités de l'Artisanat)	Françoise LAMY (Union Territoriale Retraités CFDT/Meuse)
Représentants des associations des personnes handicapées	
Jean-Pierre HARTEL (UDAPEIM)	Michèle FRANOZ (Association ENVOL Lorraine)
Bertrand HESSE (Président Association Turbulence - Vosges)	Gilbert DIDIERJEAN (Président de la FMS - Vosges)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégué départemental APF Meuse)	Martine SIMON (UNAFAM Meuse)
Geneviève MAUGUIN (URAPEDA)	Chantal HAVEN (Association Trisomie 21)

Collège n° 3 : Représentants des conférences de territoire

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Jean-Marie SCHLERET (Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle) (Collège 11)	Renaud MICHEL (Conférence de Territoire Meurthe et Moselle) (Collège 1)
Roger CHARLIER (Conférence de Territoire de la Meuse) (Collège 8)	Philippe BLANCHIN (Conférence de Territoire de la Meuse) (Collège 8)
Christiane PALLEZ (Conférence de Territoire de la Moselle) (collège 2)	en attente de désignation
Luc LIVET (Conférence de Territoire des Vosges) (Collège 2)	Grégory AUBRY (Conférence de Territoire des Vosges) (Collège 2)

Collège n° 4 : Partenaires sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des organisations syndicales de salariés	
Bernadette HILPERT (CGT)	Sylvio CICCOTELLI (CGT)
Dominique TOUSSAINT (CFDT)	Claude ROMBACH (CFDT)
Pascale LINCK (CFTC)	Pascal SPLITTGERBER (CFTC)
Brigitte FIDRY (FO)	Didier BIRIG (FO)
Philippe ZUNINO (CFE-CGC)	Elise CUVILLON (CFE-CGC)
Représentants des organisations professionnelles d'employeurs	
Philippe TOURRAND (MEDEF)	Jacky FRANCOIS (MEDEF)
Alain LABRE (CGPME)	Pierre MULLER (CGPME)
Un représentant des organisations professionnelles d'employeurs : à désigner	Un représentant des organisations professionnelles d'employeurs : à désigner
Représentant des organisations syndicales représentatives des artisans, des commerçants et des professions libérales	
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	Etienne MALHER (Chambre Régionale Commerce et Industrie Lorraine)
Représentant des organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles	
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les Exploitants agricoles)	Gérard RENOUD (Organisation représentant les Exploitants agricoles)

Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des associations œuvrant dans le champ de la lutte contre la précarité	
Anne-Marie WORMS (Médecin du Monde)	Alain BUFFONI (administrateur FNARS)
Danièle SOMMELET (Présidente Départementale 54 Croix Rouge)	Chantal SIBUE-De CAIGNY (Représentante Délégation Régionale Lorraine ATD QUART MONDE)
Représentants de l'assurance vieillesse et de la branche accidents du travail-maladies professionnelles	
Hubert ATTENONT (Membre du Conseil d'Administration CARSAT)	Jean-Louis OLAIZOLA (2 ^{ème} Vice-président CARSAT)
Daniel REINE (Directeur CARSAT)	Catherine VERONIQUE (Sous Directrice CARSAT)
Représentant des caisses d'allocations familiales	
Jacques MARECHAL (Conseil d'administration CAF 57)	Blandine NEUMANN (Conseil d'administration CAF 57)
Représentant de la mutualité française	
Jean-Philippe MAMCARZ (Président Mutualité Française)	André LECOINTRE

Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des services de santé scolaire	
Rozenn de LAVENNE (Infirmière Conseillère technique Rectorat Nancy-Metz)	Martine ROSENBACHER-BERLEMONT (Directrice service santé interuniversitaire)
Sylvie VAILLANT (Médecin directeur du SUMPPS)	Sylvie WOLTRAGER (Conseillère technique Service social rectorat)
Représentants des services de santé au travail	
Martine LEONARD (Médecin Inspecteur du Travail en Lorraine)	Patrick CUIGNET (Médecin - Service de Santé au travail du BTP)
Denis LECLERC (Médecin du Travail AMETRA)	Catherine VOIRY (Médecin – Service de Santé au travail)
Représentants des services départementaux de PMI	
Philippe BADOIT (Médecin Chef PMI)	Fabienne BAPTISTE SCHUTZ (Médecin Chef service PMI Metz Est)
Jean-Louis GERHARD (Médecin Adjoint Chef PMI)	Fati ALAOUI (Médecin Chef service PMI Saint-Avold)
Représentants des organismes œuvrant dans le champ de la promotion de la santé, prévention ou éducation pour la santé	
Jeanne MEYER (Présidente IREPS)	Olivier AROMATARIO (Directeur Général IREPS)
Muriel CONTE (Déléguée Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguée Régionale ANITEA)
Représentant des organismes œuvrant dans les domaines de l'observation de la santé	
Michel BONNEFOY (Directeur ORSAS)	Pierre-Edouard BOLLAERT (Professeur d'Université)
Représentant des associations de protection de l'environnement agréées	
Norlhouda WERNAIN (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)	Michèle JOCHEM-CANTAUD (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)

Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des établissements publics de santé	
Philippe VIGOUROUX (Directeur Général du CHU de Nancy)	Thierry GEBEL (Directeur du CH d'Epinal)
Véronique ANATOLE-TOUZET (Directrice générale du CHR de Metz-Thionville)	Jean-Paul COLOTTE (Directeur du CH de Toul)
Jean-Luc SCHMUTZ (Président de la CME du CHU de Nancy)	Olivier PERRIN (Directeur des CH de Neufchâteau et Vittel)
Bernard MONTINET (Président de la CME du CHR Metz-Thionville)	Jean-Pierre MAZUR (Directeur du CH de Verdun)
Jean-Pascal PAREJA (Président de la CME du CPN de LAXOU)	Jean-Claude KNEIB (Directeur des hôpitaux de Sarreguemines)
Représentants des établissements de santé à but lucratif	
Jacques DELFOSSE (Directeur d'établissement FHP)	Jean-Pierre TEYSSIER (Directeur d'établissement FHP)
Vincent MAUVADY (Président CME – FHP)	Christian BRETON (Président CME – FHP)
Représentants des établissements privés à but non lucratif	
Patrick LSTIBUREK (Directeur d'établissement FEHAP)	Camille BECK (Directeur d'établissement FEHAP)
José BIEDERMANN (Président CME – FEHAP)	Etienne ROYER (Président CME – FEHAP)
Représentant des établissements assurant des activités d'hospitalisation à domicile	
Marie Dominique AUGUSTIN (Directrice Nancy et agglomération HAD)	Jacqueline DELEAU (Médecin Coordinateur HAD)

Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes handicapées	
Denis BUREL (Délégué Interrégional GEPSE)	Laurent SPANNAGEL (Directeur d'EHPAD)
Etienne FABERT (Délégué Régional FEGAPEI)	Alain RIOU (Directeur Général APEI Vallée de L'orne)
Gilles DUPUITS (Directeur Général de l'AEIM)	Giovanni LONGO (Directeur Général Adjoint de l'Adjoint AEIM)
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)
Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes âgées	
Jean-Luc SACCANI (Directeur Général Hospitalor)	Bernard MATHIEU (Directeur Maison Hospitalière Saint-Charles)
Hamid IDIRI (Directeur de l'EHPAD de Vic sur Seille)	Christophe GASSER (Directeur de la Maison de Retraite de Gerbéviller)
Gilbert MONPERRUS Vice-Pt CCAS Bar le Duc / Président UDCCAS Meuse)	Christiane PALLEZ (Vice-Pte CCAS Metz / Présidente UDCCAS Moselle)
Vincent POIROT (Directeur Résidence Pierre Herment à BAN ST MARTIN)	Catherine CHAIX (Directrice Résidence l'Oseraie à LAXOU)
Représentant des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes en difficulté sociale	
Guy RENARD (Administrateur FNARS)	Serge BEE
Représentant des centres de santé, des maisons et pôles de santé	
Marie-France GERARD (Président FEMALOR)	Audrey PATOUILLARD (Directrice des Œuvres CARM)
Représentant des réseaux de santé	
Ivan KRAKOWSKI (Président ONCOLOR)	Marie-Yvonne GEORGE (Présidente Réseau Gérard Cuny)
Représentant de des associations de permanence des soins	
Jean-Baptiste GALLIOT (Président ASSUM 88)	Alain PROCHASSON (Président MEDIGARDE 57)
Médecin d'un SAMU-SMUR	
Lionel NACE (Directeur Médical SAMU 54)	Michel AUSSÉDAT (Directeur Médical SAMU 57)
Représentant des transporteurs sanitaires	
Dominique HUNAUULT (ambulancier)	Denis SIEBENSCHUH (ambulancier)
Représentant des SDIS	
Eric FAURE (Directeur SDIS des Vosges)	Directeur SDIS de la Meuse
Représentant des organisations syndicales des médecins en établissements publics de santé	
Jean GARRIC (Délégué Général INPH)	Philippe SATTONNET (CPH)
Représentants des professionnels de santé	
Christophe WILCKE (Fédération des Syndicats Pharmaceutiques de France)	Jean BIWER (Union Nationale des Pharmaciens de France)
Danièle ANTOINE (Fédération Nationale des Infirmiers)	Gilles CHESNEAU (Syndicat National des Infirmiers Libéraux)
Marc AYME (Président Syndicat chirurgiens dentistes M et M)	Jean-Luc MASSERANN (Président Syndicat chirurgiens dentistes Moselle)
Christine SPAHN (Membre du Syndicat Interdépartemental de l'ONSSF)	Laurence GUILLAUME (Présidente Syndicat Interdépartemental de l'ONSSF)
Corinne FRICHE (Fédération Nationale des Masseurs Kinésithérapeutes)	Arnaud SACHOT (Syndicat National des Masseurs Kinésithérapeutes)
Rémi UNVOIS (Président de l'URML)	Michel VIRTE (Représentant de l'URML)
Représentant de l'ordre des médecins	
Vincent ROYAUX (Président de l'Ordre des Médecins)	Eliane ABRAHAM (Conseillère Ordinale Ordre des Médecins)
Représentant des internes en médecine	
Frédéric THIBAUT (APIHNS)	Thomas LOUYOT (RAOUL-IMG)

Collège n° 8 : Personnalités qualifiées

Jean-François COLLIN - Maître de Conférence - Ecole de Santé Publique
Thierry GODEFROY - Directeur Médical – UC-CMP

Article 2 : Sont appelés à siéger, avec voix consultative, aux travaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie :

- Le Préfet de Région,
- Le Président du Conseil Economique et Social Régional,
- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
- Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi,
- Le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Régional des Finances Publiques,
- Le Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale,
- Le Recteur de l'Académie Nancy-Metz,
- Un membre des Conseils des organismes locaux d'assurance maladie du régime général,
- Un représentant du Régime Local d'Alsace Moselle,

- Un administrateur d'un organisme local d'assurance maladie relevant de la Mutualité Sociale Agricole,
- Le Président de la Caisse de base du Régime Social des Indépendants.

Article 3 : Le mandat des membres de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine est de quatre ans, renouvelable, une fois.

Article 4 : Le secrétariat de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie est assuré par l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 5 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

Article 6 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 7 mars 2011

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
Docteur Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 2011-95 du 7 mars 2011 portant modification des membres de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} : La Commission spécialisée de l'organisation des soins constituée au sein de la Conférence Régionale de la santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)	Daouia BEZAZ (Conseillère Régionale)
Michèle PILOT (Vice-présidente Conseil Général de Meurthe et Moselle)	Bernard LEUYET (Directeur Général Adjoint Solidarité)
Arsène LUX (Président Communauté de Communes de Verdun)	Michel VEDEL

Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Marianne RIVIERE (Déléguée Régionale Alliance maladies rares)	Valérie DOLLE (Déléguée Régionale Association Grandir)
Jacques FROMENT (Président Comité Meuse ligue contre le cancer)	Jean-Paul CLEMENT (Représentant France Parkinson)
Marius HAMANN (Vice-président CODERPA Moselle)	Yves FICI (Union Syndicale des Retraités CGT/Moselle)
Geneviève MAUGUIN (URAPEDA)	Chantal HAVEN (Association Trisomie 21)

Collège n° 4 : Partenaires sociaux

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Dominique TOUSSAINT (CFDT)	Claude ROMBACH (CFDT)
Bernadette HILPERT (CGT)	Sylvio CICCOTELLI (CGT)
Brigitte FIDRY (FO)	Didier BIRIG (F.O.)
Philippe TOURRAND (MEDEF)	Jacky FRANCOIS (MEDEF)
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	Etienne MALHER (Chambre Régionale Commerce et Industrie de Lorraine)
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les exploitants agricoles)	Gérard RENOARD (Organisation représentant les Exploitants Agricoles)

Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Daniel REINE (Directeur CARSAT NORD EST)	Catherine VERONIQUE (Sous Directrice CARSAT)
Jean-Philippe MAMCARZ (Président de la Mutualité Française)	André LECOINTRE

Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Muriel CONTE (Déléguée Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguée Régionale ANITEA)
Michel BONNEFOY (Directeur ORSAS)	Pierre Edouard BOLLAERT (Professeur d'Université)

Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Philippe VIGOUROUX (Directeur Général CHU Nancy)	Thierry GEBEL (Directeur du CH d'Epinal)
Véronique ANATOLE TOUZET (Directrice Générale CHR Metz Thionville)	Jean-Paul COLOTTE (Directeur du CH de Toul)
Jean-Luc SCHMUTZ (Président de la CME CHU Nancy)	Olivier PERRIN (Directeur des CH de Neufchâteau et Vittel)
Bernard MONTINET (Président de la CME CHR Metz-Thionville)	Jean Pierre MAZUR (Directeur CH Verdun)

Jean Pascal PAREJA (Président de la CME CPN de Laxou)	Jean-Claude KNEIB (Directeur des Hôpitaux de Sarreguemines)
Jacques DELFOSSE (Directeur d'établissement FHP)	Jean Pierre TEYSSIER (Directeur Etablissement FHP)
Vincent MAUVADY (Président CME - FHP)	Christian BRETON (Président CME – FHP)
Patrick LSTIBUREK (Directeur d'établissement FEHAP)	Camille BECK (Directeur Etablissement FEHAP)
José BIEDERMANN (Président CME - FEHAP)	Etienne ROYER (Président CME – FEHAP)
Marie-Dominique AUGUSTIN (Directrice HAD Nancy et agglomération)	Jacqueline DELEAU (Médecin Coordonnateur HAD)
Marie-France GERARD (Présidente FEMALOR)	Audrey PATOUILLARD (Directrice des Œuvres de la CARMi)
Ivan KRAKOWSKI (Président ONCOLOR)	Marie-Yvonne GEORGE (Présidente Réseau Gérard Cuny)
Jean-Baptiste GALLIOT (Président ASSUM 88)	Alain PROCHASSON (Président MEDIGARDE 57)
Lionel NACE (Directeur Médical SAMU 54)	Michel AUSSÉDÉ (Directeur Médical SAMU 57)
Dominique HUNAUT (Ambulancier)	Denis SIEBENSCHUH (Ambulancier)
Eric FAURE (Directeur SDIS Vosges)	Directeur du SDIS de la Meuse
Jean GARRIC (Délégué Général INPH)	Philippe SATTONNET (CPH)
Christine SPAHN (membre CDO Sages Femmes Moselle)	Laurence GUILLAUME (Présidente Syndicats Interdépartemental ONSSF)
Marc AYME (Président Syndicat des Chirurgiens Dentistes de Meurthe et Moselle)	Jean Luc MASSERANN (Président Syndicat chirurgiens dentistes de Moselle)
Corinne FRICHE (Fédération Nationale des Masseurs Kiné)	Arnaud SACHOT (Syndicat National des Masseurs Kiné)
Rémi UNVOIS (Président de l'URML)	Michel VIRTE (Représentant de l'URML)
Vincent ROYAUX (Président de l'Ordre des Médecins)	Eliane ABRAHAM (Conseillère Ordinaire Ordre des Médecins)
Frédéric THIBAUT (APIHNS)	Thomas LOUYOT (RAOUL – IMG)

Représentants de la Commission Spécialisée dans le domaine des prises en charge et accompagnements médico-sociaux

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)
Vincent POIROT (Directeur Résidence Pierre Herment à Ban Saint Martin)	Catherine CHAIX (Directrice Résidence l'Oseraie à LAXOU)

Article 2 : La Présidente de la Commission spécialisée de l'organisation des soins est Mme Brigitte VAISSE

Le Vice-président est M. Rémi UNVOIS.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 7 mars 2011

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
Docteur Jean-Yves GRALL

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DIRECTION DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE

Département établissements de santé

Extrait de l'arrêté n° 102 en date du 11 mars 2011 fixant la composition du Conseil d'Administration du Syndicat Inter hospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL)

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

VU l'arrêté n° 12 du 09 Mars 2010 fixant la composition du Conseil d'Administration du SINCAL ;

VU la correspondance du SINCAL en date du 09 mars 2011, désignant un représentant du personnel non médical et le président de la CME pour le CHU Nancy, un représentant du personnel non médical et le président de la CME pour l'UGECAM Nord Est ;

A R R E T E

Article 1er : La composition du Conseil d'Administration du SINCAL est fixée comme suit :

1) Cinq représentants du Conseil De Surveillance du CHU de Nancy :

- Monsieur le Docteur André ROSSINOT, Président du Conseil de Surveillance du CHU, élu Président du Conseil d'Administration du SINCAL, (fin du mandat en juin 2013),
- Monsieur le Professeur Michel SCHMITT (fin du mandat en juin 2013),
- Monsieur Alex GORGE (fin du mandat en juin 2013),
- Madame Valérie LEVY-JURIN (fin du mandat en juin 2013),
- Madame le Docteur Pierrette WITKOWSKI (fin du mandat en juin 2013).

- 2) Cinq représentants du Conseil d'Administration de l'UGECAM :
- Monsieur Philippe PERRIN, Président de l'UGECAM Nord-Est (fin du mandat en avril 2011),
- Madame Ghislaine STEPHANN (fin du mandat en avril 2011),
- Monsieur Jean-François HELM (fin du mandat en avril 2011),
- Monsieur Jean-Paul MARTIN (fin du mandat en avril 2011),
- Monsieur Léon RAUCH (fin du mandat en avril 2011).
- 3) Un représentant du Corps Médical pour le CHU de Nancy :
- Monsieur le Professeur Gilles DAUTEL, Chirurgien des Hôpitaux (fin du mandat en mai 2011).
- 4) Un représentant du Corps Médical pour l'UGECAM :
- Monsieur le Docteur Olivier ROCHE, Chirurgien (fin du mandat en mai 2011).
- 5) Un représentant du Personnel non Médical pour le CHU de Nancy :
- Monsieur Jean-Marc VUILLAUME, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat en février 2014).
- 6) Un représentant du Personnel non Médical pour l'UGECAM :
- Madame Catherine VONNET, représentant le syndicat FO (fin du mandat en février 2014).
- 7) Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement du CHU de Nancy :
- Monsieur le Professeur Jean-Luc SCHMUTZ, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2014).
- 8) Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement de l'UGECAM :
- Monsieur le Professeur Daniel MOLE (fin du mandat en mars 2014).
- 9) Le Pharmacien du CHU de Nancy :
- Madame Michèle LABRUDE, Pharmacienne (fin du mandat en mai 2011).
- 10) Le Pharmacien de l'UGECAM :
- Madame Jacqueline CESARI, Pharmacienne (fin du mandat en mai 2011).
- 11) Deux représentants des Usagers, siégeant à titre consultatif :
- Madame Colette CASTELLI, représentant l'Association VMEH (fin du mandat en mai 2011),
- Monsieur le Docteur Lucien MAISON, représentant l'Association "Médecins du Monde" (fin du mandat en mai 2011).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARS n° 13 du 02 Août 2010.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et le Secrétaire Général du SINCAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 mars 2011

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
Docteur Jean-Yves GRALL

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Extrait de la décision d'agrément de la Société Nouvelle SCHALLER (société coopérative de production à responsabilité limitée à capital variable) 14 rue Flaubert – 54710 FLÉVILLE-DEVANT-NANCY en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande et les pièces justificatives complémentaires validées par l'autorité administrative le 2 février 2011 présentées par Madame GREFF Myriel – Gérante de la Société Nouvelle SCHALLER (société coopérative de production à responsabilité limitée à capital variable) 14 rue Flaubert - 54710 FLEVILLE DEVANT NANCY,

D E C I D E

Article 1er : La Société Nouvelle SCHALLER (société coopérative de production à responsabilité limitée à capital variable)

14 rue Flaubert – 54710 FLEVILLE DEVANT NANCY

SIRET 527 512 370 000 18 Code APE 4649Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur régional adjoint Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 25 février 2011

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES *Service agriculture, forêt, chasse*

Extrait de l'arrêté DDT/AFC/Aménagement foncier/2011/035 du 14 février 2011 portant modification du périmètre de remembrement de la commune de PIERRE-LA-TREICHE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'avis favorable du conseil général de Meurthe-et-Moselle sur les deux modifications du périmètre de remembrement, en date du 04/10/2010 ;

A R R E T E

Article 1er : La liste des parcelles incluses dans le périmètre de remembrement de Pierre-la-Treiche, telle que définie dans l'article 2 de l'arrêté préfectoral ordonnant le remembrement de la propriété foncière de Pierre-la-Treiche du 22/12/2005, est modifiée comme suit :

- Territoire de Pierre-la-Treiche :
 - * Parcelles à inclure dans le périmètre de remembrement :
 - Section B n° 160.
 - Section C n° 11 pour partie et n° 12 pour partie.
 - Section AB n° 158.
 - Section AC n° 110 pour partie.
 - Section AH n° 19, n° 24, n° 57 à 71, n° 74, n° 108 à 110, n° 113 et n° 114.
 - * Parcelles à exclure du périmètre de remembrement :
 - Section B n° 185 et n° 186.
- Territoire de Chaudeney-sur-Moselle :
 - * Parcelle à inclure dans le périmètre de remembrement :
 - Section ZN n° 39.
- Territoire de Biqueley :
 - * Parcelle à inclure dans le périmètre de remembrement :
 - L'extrémité du chemin de halage.

Article 2 : Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé restent inchangées. L'énumération ci-dessus des parcelles désignées ne tient pas compte des modifications non portées à ce jour sur le plan cadastral.

Article 3 : Le présent arrêté peut être déféré dans un délai de deux mois, dès l'accomplissement des dernières mesures de publicité, devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – CO 38- 54036 NANCY Cedex.

Article 4 : Le secrétaire général de la Préfecture, le sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, le maire de PIERRE LA TREICHE, les maires de BICQUELEY et CHAUDENEY SUR MOSELLE, le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au président de la commission communale d'aménagement foncier, publié au journal officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au directeur départemental des territoires, à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, au président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle, au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle et au président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Nancy, le 14 février 2011

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

Service aménagement durable, urbanisme et risques

Extrait de l'arrêté d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune d'AUBOUÉ en date du 1er février 2011

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune d'AUBOUÉ tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans les deux journaux ci-dessous désignés :

- Le Républicain Lorrain

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché à la mairie d'AUBOUÉ pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de d'AUBOUÉ, à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Les services de l'Etat concernés, le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 1er février 2011

Le préfet,
Adolphe COLRAT

Service environnement - eau - biodiversité

Arrêté DDT-PECHE 2011/008 du 14 mars 2011 instituant trois réserves de pêche en 2011 sur l'Orne dans les communes de HATRIZE, VALLEROY et HOMÉCOURT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV titre III du code de l'environnement relatif à la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles et notamment les articles L 436-12, R436-8, R 436-73 et R 436-74 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral 11.BI.10 du 17 janvier 2011 portant délégation de signature à Monsieur Marty, directeur départemental des territoires;

VU l'arrêté 2011/DDT/SG/002 du 20 janvier 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU la demande déposée le 2 février 2011 par le président de l'A.A.P.P.M.A. "Les pêcheurs de l'Orne" ;

VU la nécessité de protection du poisson pendant sa reproduction ;

VU l'avis du président de la fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'avis du chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques ;

VU l'avis du directeur départemental des territoires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La pêche est interdite du lundi 11 avril 2011 au vendredi 10 juin 2011 inclus sur les tronçons de la rivière de l'Orne ci-après :

Hatrive : du barrage au pont routier du moulin,

Valleroy : du barrage au pont routier de Moineville,

Homécourt : du barrage au pont routier de l'ancien abattoir de Joeuf.

Article 2 : Les tronçons où la pêche est temporairement interdite sont dûment signalés par pancartes ou tout autre moyen.

Article 3 : Cette interdiction n'est pas opposable aux pêches extraordinaires exécutées en application du second alinéa de l'article L436-9 du code de l'environnement.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de Briey, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques, le président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique, et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au président de l'A.A.P.P.M.A.. "Les Pêcheurs de l'Orne".

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy le 14 mars 2011

Pour le préfet et par délégation,
Le chef du service de police de l'eau de Meurthe-et-Moselle,
Jean-Luc JANEL

Service habitat**Extrait de l'arrêté HAB 2011/05 du 28 février 2011 portant composition de la commission consultative des gens du voyage**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nouvelle dénomination des services de l'Etat au 1er janvier 2010 (direction départementale des territoires au lieu de direction départementale de l'équipement et direction départementale de la cohésion sociale au lieu de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales), la nouvelle désignation effectuée par le Centre Académique pour la Scolarisation des Nouveaux Arrivants et des enfants du Voyage au niveau du membre suppléant, la nouvelle désignation effectuée par la Mutualité Sociale Agricole-Lorraine au niveau du membre titulaire et du membre suppléant,

ARRETEMENT

Article 1er : La composition de la commission consultative des gens du voyage est désormais la suivante :

REPRESENTANTS DE L'ETAT

- Monsieur le directeur départemental des territoires ou son représentant
- Monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale ou son représentant
- Monsieur l'Inspecteur d'Académie ou son représentant
- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie de Meurthe-et-Moselle ou son représentant
- Madame la Sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY
- Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE
- Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de TOUL

REPRESENTANTS DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE**- Titulaires**

- * Mme Michèle PILOT, Vice-présidente, CG du canton de Toul-Nord
- * M. Claude BLAQUE, Vice-président, CG du canton de Tomblaine
- * M. André CORZANI, Vice-président, CG du canton de Briey
- * M. Jean LOCTIN, CG du canton de Domèvre-en-Haye

- Suppléants

- * M. Jean-Pierre MINELLA, Vice-président, CG du canton de Homécourt
- * M. Jean-Claude PISSENM, Vice-président, CG du canton de Saint-Nicolas de Port
- * M. Gérard ROYER, CG du canton de Seichamps
- * M. Jean-Marie UHLRICH, Vice-président, CG du canton de Pompey

REPRESENTANTS DES COMMUNES**- Titulaires**

- * M. Jacques LAMBLIN, Député-Maire de Lunéville
- * M. Jean-Marie SCHLERET, Conseiller municipal de Nancy
- * M. Jean-François GRANDBASTIEN, Maire de Frouard
- * M. Claude HANRION, Maire de Rosières-en-Haye
- * M. Jean-Paul VINCHELIN, Maire de Neuves-Maisons

- Suppléants

- * M. Jean COURCOUX, Maire de Labry
- * M. Henri BEGORRE, Maire de Maxéville
- * Mme Nicole FEIDT, Maire de Toul
- * M. Fernand PHILIPPE, Maire de Croismare
- * M. Gilbert MARCHAL, Maire de Jézainville

REPRESENTANTS DES ASSOCIATIONS ET PERSONNES QUALIFIEES

Association Amitiés Tsiganes

- Titulaire : M. David VAN LANDUYT

- Suppléant : M. Didier ROLLIN

Association Sociale Nationale Internationale Tzigane

- Titulaire : M. Moïse SCHATTEGARY

- Suppléant : M. Jacques DUPUIS

Association droit au logement 54

- Titulaire : M. Guy SEVERIN

- Suppléante : Mme Renée SERRA-MATIAS

Ligue des droits de l'homme

- Titulaire : Mme Monique DECKER

- Suppléante : Mme Germaine VANTUSSO

Union Départementale des Associations Familiales

- Titulaire : M. Pierre VIDAL

- Suppléante : Mme Michèle CHALON

Centre académique pour la scolarisation des nouveaux arrivants et des enfants du voyage (inspection académique)

- Titulaire : Mme Véronique ZAERCHER-KECK

- Suppléante : Mme Anne TROGRIC-KUHNEL

REPRESENTANTS DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES ET MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe-et-Moselle

- Titulaire : Mme Monique BOGE

- Suppléante : Mme Isabelle ABDELMOULA

Mutualité Sociale Agricole-Lorraine

- Titulaire : M. Alain SIMONAIRE

- Suppléant : M. Albert XEMAIRE

Article 2 : Les autres articles sont inchangés.

Article 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture et Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont ampliation sera adressée à chacun des membres.

Nancy, le 28 février 2011

Le préfet,
Adolphe COLRAT

Le président du conseil général,
Michel DINET

Service transports, sécurité

Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 2011/DDT/TS/002 du 17 février 2001 constatant l'extension du périmètre des transports urbains de LONGWY

Le préfet de la Région Lorraine, préfet de la zone défense Est, préfet de Moselle
et le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la délibération du conseil municipal de Lexy en date du 8 février 2010 demandant le rattachement de la commune au syndicat intercommunal des transports collectifs du bassin de Longwy (SITRAL) ;

VU la délibération prise par le SITRAL au cours de sa séance du 1er mars 2010 émettant un avis favorable à l'extension du périmètre des transports urbains à la commune de Lexy ;

VU la délibération prise par la commission permanente du conseil général de Meurthe-et-Moselle au cours de sa séance du 8 novembre 2010 émettant un avis favorable au rattachement de la commune de Lexy au SITRAL ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 16 février 2011 autorisant l'adhésion de la commune de Lexy au SITRAL ;

ARRETEMENT

Article 1er : Il est constaté l'intégration de la commune de Lexy au périmètre des transports urbains du bassin de Longwy.

Article 2 : Le périmètre des transports urbains du bassin de Longwy comprend les communes adhérentes au syndicat intercommunal des transports collectifs du bassin de Longwy (SITRAL), à savoir :

- Audun-le-Tiche, Chenières, Cutry, Haucourt-Moulaine, Herseange, Hussigny-Godbrange, Longlaville, Longwy, Mexy, Mont-Saint-Martin, Rehon, Saulnes, Thil, Tiercelet, Villers-la-Montagne et Villerupt.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Article 4 : Messieurs les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Moselle, messieurs les sous-préfets de Briey et de Thionville, le président du syndicat intercommunal des transports collectifs du bassin de Longwy (SITRAL), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- Monsieur le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle,

- Messieurs les maires des communes citées à l'article 2,

- Madame la directrice de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement, du logement de Lorraine (DREAL),

- Monsieur le directeur de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle (DDT).

Nancy, le 17 février 2011

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
F. MALHANCHE

Le Préfet de Moselle,
Pour le préfet,
Le secrétaire général,
J.F. TREFFEL

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

Service solidarité insertion

Extrait de l'arrêté n° DDCS/SI/2011-57 du 1er mars 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le dossier déclaré complet le 14 Janvier 2011 présenté par Mme HANNEQUIN épouse COLSON Hélène domiciliée BP 63010 54272 ESSEY LES NANCY CEDEX, en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans les ressorts des tribunaux d'instance de Nancy et de Lunéville ;

VU l'avis favorable en date du 11 Février 2011 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;

CONSIDERANT que Madame HANNEQUIN épouse COLSON Hélène satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que Madame HANNEQUIN épouse COLSON Hélène justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité ;

CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est accordé à Madame HANNEQUIN épouse COLSON Hélène domiciliée BP 63010 54272 ESSEY LES NANCY CEDEX pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à

la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans les ressorts des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville. L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour les ressorts des tribunaux d'instance susmentionnés.

Article 2 : Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1er mars 2011

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° DDCS/SI/2011-58 du 1er mars 2011 complétant l'arrêté n° DDCS/SI/2010-74 du 16 février 2010 fixant la liste des mandataires judiciaires du département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2010-74 du 16 février 2010 fixant la liste provisoire des mandataires judiciaires du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2011-57 du 1er mars 2011 portant agrément de Mme HANNEQUIN épouse COLSON Hélène pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs ;

ARRETE

Article 1er : La liste provisoire des personnes habilitées pour être désignées en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs par les juges des tutelles pour exercer des mesures de protection des majeurs au titre de la tutelle, de la curatelle ou du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice, fixée par l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2010-74 du 16 février 2010, est complétée comme suit :

1° Tribunal de grande instance de Nancy

b) au titre de l'article L 471-2 du code de l'action sociale et des familles :

II) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

- Mme HANNEQUIN épouse COLSON Hélène, domiciliée BP 63010 - 54272 ESSEY LES NANCY CEDEX

2° Tribunal d'Instance de Lunéville

b) au titre de l'article L 471-2 du code de l'action sociale et des familles :

II) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

- Mme HANNEQUIN épouse COLSON Hélène, domiciliée BP 63010 - 54272 ESSEY LES NANCY CEDEX

Article 2 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, soit hiérarchique auprès du Ministre chargé des solidarités et de la cohésion sociale, dans les deux mois à compter de la notification.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif, 5 place Carrière CO 38 - 54036 NANCY CEDEX, également dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Article 3 : Une ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Mme HANNEQUIN épouse COLSON Hélène ;

- au procureur de la République près le tribunal de grande instance de NANCY ;

- aux juges des tutelles – tribunaux d'instance de NANCY et de LUNEVILLE.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de la Cohésion Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1er mars 2011

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

INSPECTION ACADEMIQUE DE MEURTHE ET MOSELLE

Extrait de l'arrêté du 17 février 2011 portant modification du conseil départemental de l'éducation nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 février 2010 portant renouvellement du Conseil Départemental de l'Education Nationale ;

ARRETE

Article 1er - L'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé est modifié comme suit :

Membres représentant les personnels titulaires de l'Etat
(10 membres)

A) Au titre de la F.S.U. (17 A, rue Laurent Bonnevey – 54100 NANCY)

TITULAIRES

Monsieur Emmanuel DEGRITOT

Professeur des écoles

Ecole élémentaire L. Guingot

54670 CUSTINES

Monsieur Dominique GERARD

Professeur des écoles

SUPPLEANTS

Monsieur Henri LOSTETTE

Professeur certifié

Collège Saint-Exupéry

54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT

Madame Sylvie ASIANI

Professeur certifié

Ecole élémentaire Paul BERT
54220 MALZEVILLE
Madame Christelle MAUSS
Professeur des écoles
Ecole maternelle Bonsecours
54000 NANCY

Monsieur Etienne MASSON
Professeur certifié
Lycée Majorelle
54200 TOUL

Monsieur François WEY
Professeur certifié
Lycée Héré
54520 LAXOU

Collège René Nicklès
54130 DOMMARTEMONT
Monsieur Jackie CESARONI
Professeur d'EPS
L.P.R Rue de la Tuilerie
54800 JARNY

Monsieur Cyril FINANCE
Professeur des écoles
Ecole Génibois - RASED
54240 JOEUF

Madame Alice HERFRAY
Professeur des écoles
Ecole maternelle du Charmois
54500 VANDOEUVRE

Article 2 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à chacun des membres.

Nancy, le 17 février 2011

Le préfet,
Adolphe COLRAT

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

Avis relatif à l'extension d'un avenant salarial à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet du département de Meurthe-et-Moselle

envisage de prendre, en application des articles L. 2261-26, R. 2231-1, D. 2261-6 et D. 2261-7 du code du travail, un arrêté tendant à rendre obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de la convention collective susmentionnée, les dispositions de l'avenant à ladite convention ci-après indiqué.

Texte dont l'extension est envisagée :

Avenant n° 80 du 22 novembre 2010 – Nouvelle grille de salaires concernant les exploitations de polyculture et d'élevage.

Signataires

Organisations d'employeurs :

- La Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles de la Meurthe et Moselle ;
 - Le Syndicat Professionnel des Entrepreneurs de Travaux Agricoles, d'Aménagements Ruraux et Forestiers de Lorraine ;
 - La Fédération Départementale des CUMA de Meurthe et Moselle ;
- Organisations syndicales de salariés intéressées rattachées à la :

- C.F.D.T.
- C.F.E./C.G.C.
- C.G.T./F.O.
- C.F.T.C.

Dépôt :

A l'Unité Territoriale 54 de la DIRECCTE LORRAINE.

Le texte de cet avenant pourra être consulté à l'Unité Territoriale à VANDOEUVRE LES NANCY.

Dans un délai de quinze jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations et avis au sujet de l'extension envisagée. Leurs communications devront être adressées à la préfecture du Département de Meurthe-et-Moselle.

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

Avis d'examen professionnel d'ouvrier professionnel qualifié du 14 mars 2011

En application du décret n° 91.45 du 14 janvier 1991 modifié, portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un examen professionnel en vue de pourvoir :

↳ 3 postes d'Ouvriers Professionnels Qualifiés au C.H.U. de NANCY

I - MODALITÉ DE CANDIDATURES

Peuvent faire acte de candidature :

- les agents d'entretien qualifiés ayant atteint le 4ème échelon et comptant trois ans de services effectifs dans leur grade à la date du 31 décembre 2009.

II - MODALITÉS D'EXAMEN

- 1) L'examen comporte une épreuve écrite et anonyme permettant d'évaluer les connaissances professionnelles et techniques du candidat.

2) Le jury établit par ordre alphabétique la liste des candidats retenus qui seront inscrits à un tableau annuel d'avancement après avis de la CAP.

III - RÉCEPTION ET CLÔTURE DES INSCRIPTIONS

La demande d'inscription à cet examen est à envoyer à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Unité G.P.E.
Service Concours - Bureau n° 11
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034
54035 NANCY CEDEX

✉ par lettre recommandée avec A.R.
ou

✉ par dépôt au Service Concours contre la remise d'une attestation de dépôt.

☞ Un délai d'UN mois est imparti pour déposer le dossier d'inscription à compter de la date de publication de cet avis.

Nancy, le 14 mars 2011

La directrice des ressources humaines,
Diane PETTER

CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT

Avis de recrutement du 8 mars 2011 par inscription sur liste d'aptitude d'un adjoint administratif hospitalier de deuxième classe

Références :

VU la loi 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
VU la loi 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,
VU la loi n°91.748 du 31 juillet 1991 modifiée portant réforme hospitalière,
VU le décret n°90.839 du 21 septembre 1990 modifié portant statuts particuliers des personnels administratifs de la fonction publique hospitalière,
VU la circulaire du 31 octobre 1990 relative à l'application du décret n° 90.839 du 21 septembre 1990,
VU la vacance de poste à l'issue de la procédure de publication par mutation sur « hospimob »,
Un poste d'Adjoint Administratif Hospitalier de 2^{ème} classe au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port est ouvert par voie d'inscription sur liste d'aptitude

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

- Peuvent être inscrits, les candidats, sans condition de titres ou de diplômes, sélectionnés par une commission composée d'au moins trois membres dont un au moins est extérieur à l'établissement au terme d'un examen de leur dossier ;
- Les candidats doivent remplir les conditions générales d'accès aux emplois de la Fonction Publique hospitalière : nationalité, aptitude physique, jouissance des droits civiques.

II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Les demandes d'inscription à cette liste d'aptitude doivent être adressées à :

Monsieur Le Directeur du Centre Hospitalier
3, rue du Jeu de Paume
54210 SAINT NICOLAS DE PORT

accompagnées :

- D'un Curriculum Vitae détaillé établi par le candidat sur papier libre, incluant les formations suivies et les emplois occupés , en précisant la durée,
- De la copie des diplômes ou certificats, s'il y a lieu,
- De la photocopie de la carte d'identité recto verso et, le cas échéant, un certificat de nationalité.

Cette demande devra être adressée, au choix,

- par lettre recommandée avec Accusé de Réception

ou

- par courrier valablement déposé au service des Ressources Humaines contre la remise d'une attestation de dépôt.

III - SELECTION DES CANDIDATS

Seuls seront convoqués à une audition publique, les candidats préalablement retenus par la commission.

DATE LIMITE D'INSCRIPTION : délai de DEUX mois à compter de la publication de cet avis
au Recueil des Actes Administratifs : Cachet de la poste faisant foi

Saint-Nicolas-de-Port, le 8 mars 2011

Pour le directeur et par délégation,
Le directeur adjoint,
Bruno BLAISON

